



Munich Personal RePEc Archive

**The Algerian peculiarity in the  
chinafrique phenomenon: Why? for  
whose interest?**

DEHANE, Mohammed

University of Constantine2

10 May 2015

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/91879/>

MPRA Paper No. 91879, posted 31 Jan 2019 23:29 UTC

## La Chine en Algérie entre économie mondialisée et développement local Constantine

10 et 11 mai 2015

Colloque international Organisé par FSECG université Constantine2, Algérie & CNRS Universités Paris 8 & Paris10

### « La particularité algérienne dans le phénomène chinafrique : Pourquoi ? & pour l'intérêt de qui ? »

Par : D<sup>r</sup> Dehane Mohammed<sup>1</sup>

#### Introduction

L'Afrique, avec ses ressources naturelles est devenue le catalyseur du fonctionnement de l'économie mondiale, la Chine l'a déjà compris et a pris le devant de la Conquête de ce gigantesque marché avec plus d'un milliard de consommateurs, pendant que les multinationales occidentales se délocalisent pour la Chine, la Chine les abandonnent chez-elle pour se délocaliser dans ce berceau qui reste encore vierge afin de transformer ces ressources sur place jusqu'au produits finis.

La coopération économique sino-africaine a pris une ampleur croissante ces dernières années. Et la Chine est devenue le premier partenaire économique de l'Afrique, une position qu'elle tient depuis 2009 au détriment des Etats-Unis et de l'Europe. Ce qui explique l'émergence du phénomène « Chinafrique ».

L'Algérie est un exemple réel de l'expansion de la « Chinafrique » économique, avec certaines particularités spécifiques. Le but de cette communication est de donner des éléments de réponses à ces questions : pourquoi parle-t-on du phénomène « Chinafrique », Pourquoi l'Algérie est un cas particulier du phénomène « Chinafrique » et pour l'intérêt de qui les relations sino- algérienne basculent elles ? Et pourquoi ?

#### I- Survol des relations sino-africaines durant le XXème siècle

Les relations sino-africaines ne sont pas nouvelles, car la présence chinoise en Afrique est très ancienne, trouvant ses origines les plus lointaines au XVème siècle avec l'Amiral Zheng He. Celui-ci effectua, avec l'appui de l'Empereur Yongle, de nombreuses expéditions maritimes qui le conduisirent jusqu'en Afrique (Mbenza, 2010, 143)

##### I.1. Les grandes étapes des relations sino-africaines modernes

Pour bien comprendre le phénomène Chinafrique en va se concentrer sur l'histoire moderne seulement des relations entre la Chine et l'Afrique, qui débute sous l'ère Mao et précisément à la veille des indépendances des pays africains. Elles ont été marquées par trois grandes périodes selon (Anshan, 2007, 69-83). Et quatre grande étapes selon (Nguyen, 2009, 23)

La première période (1950 à 1976), alors que la Chine et l'Afrique ont communément été colonisées par l'Occident (notamment, la France, l'Angleterre, l'Allemagne et le Japon), ce partage d'une histoire commune et la conférence de Bandung furent l'occasion pour la Chine d'initier des relations avec les pays africains. Les relations sino-africaines furent influencées par l'idéologie de libération et de lutte anti-impérialiste, la promotion du communisme et plus tard, le non-alignement ou tiers-mondisme dans les pays en développement (la phase de rivalité la sino-soviétique selon Nguyen (2009)). Enfin, sur le plan diplomatique la Chine utilise son aide au développement comme moyen d'empêchement de Taiwan d'établir des liens

---

<sup>1</sup> D<sup>r</sup> Dehane Mohamed, Enseignant chercheur à la FSECG université Constantine 2. ( Email : [mohammed.dehane@univ-constantine2.dz](mailto:mohammed.dehane@univ-constantine2.dz) )

diplomatiques avec les pays africains et de renforcement de sa reconnaissance internationale en tant que l'unique gouvernement de la Chine.

Durant cette période, la Chine a cadré ses relations économiques (les aides économiques) avec l'Afrique par les principes directeurs au nombre de huit suivants :

- 1 – Légalité et les bénéfices mutuels entre les partenaires ;
- 2 – Le respect de la souveraineté, l'absence de conditions ;
- 3 – L'utilisation de dons ou de prêts sans intérêts ;
- 4 – Le renforcement de l'indépendance et de l'autonomie du pays bénéficiaire ;
- 5- La réalisation de projets qui nécessitent des investissements restreints et qui peuvent être réalisés dans le court terme.
- 6 - La fourniture d'équipements et de matériel de qualité aux prix du marché ;
- 7 – L'assistance technique ;
- 8 – L'engagement de payer les experts au tarif local.

La deuxième période allant de 1977 à 1988, cette période reflète les conséquences de la mort de Mao Zedong en 1976 suivie des réformes économiques en 1978. La nouvelle politique chinoise de l'Afrique et l'œuvre donc des successeurs de Mao, dont Deng Xiaoping, qui décident de recentrer la Chine sur son économie. Ceci se traduit notamment par une réduction progressive du nombre des projets avec l'Afrique et l'exigence d'une contribution plus accrue de la part de ces pays africains dans les projets, en plus du changement d'une politique africaine basée sur une aide désintéressée vers une aide qui profitera économiquement autant à la Chine qu'à son partenaire. D'autre part on trouve le désenchantement des alliances avec certains pays africains, sans oublier le rapprochement entre les Etats-Unis et la Chine. Tous ces facteurs ont conduit à période d'un désengagement de la Chine en Afrique pour la reconstitution de l'économie chinoise de l'interne, et pour éviter surtout tout affront aux intérêts occidentaux sur le continent.

En résumé cette période se caractérise par le passage d'une politique chinoise basée exclusivement sur l'alliance idéologique avec l'Afrique, vers une politique étrangère indépendante et paisible. D'où l'établissement de nouveaux principes de politiques étrangères basés sur l'indépendance, l'égalité, le respect mutuel, la non-interférence dans les affaires internes d'autres pays. Donc c'est une politique plus pragmatique conduisant à un désengagement temporaire de la Chine en Afrique.

La dernière période, débute en 1989. Ce n'est qu'en 1989 que la Chine retrouve un nouvel intérêt pour l'Afrique. Cela et avant tout explicable par des raisons politiques en premier lieu. Car à la suite de la répression de la place Tian An Men en juin 1989, la Chine se retrouve isolée sur le plan international, et pour sortir de cette impasse elle a commencé à rechercher de nouveaux alliés parmi les 53 pays que compte le continent africain. En deuxième lieu on trouve la nouvelle politique de Jiang Zemin (1995) qui incite vivement les entreprises chinoises à sortir hors les murs de la Chine, l'Afrique est alors perçue par les autorités chinoises comme un terrain vide de toute vraie concurrence à l'instar de celle existé dans les autres régions de monde.

En troisième lieu, il faut ajouter, l'entrée de l'économie de Chine dans un cycle de croissance économique très fort depuis 1993, ce qui a incité le besoin de plus en plus croissant d'assurer l'approvisionnement du pays en ressources naturelles : le pétrole et les produits miniers, surtout.

## **1.2. Chiffres clés de la coopération économique sino-africaines en XXème siècle**

La présence économique de la Chine sur le continent africain pendant cette période, c'est concrétisée par :

- Le commerce entre la Chine et l’Afrique débute avec le périple de l’amiral Zeng He qui aurait doublé le cap de Bonne Espérance d’Est en Ouest au 16ème siècle, une cinquantaine d’années avant les Portugais. S’il a une vieille histoire, ce commerce a néanmoins longtemps relevé de l’anecdote. Obéissant à des objectifs plus politiques qu’économiques, les échanges entre la Chine et l’Afrique ont connu une première embellie dans les années 1960. Depuis les années 1980, leur reprise se fait sur des bases économiques. (Chaponnière, Jean-Raphaël, 2006, 149-162)
- La signature d’un accord de coopération économique et technique avec l’Algérie et lui a prêté 50 millions de dollars dans les années 1950, même si l’Algérie n’avait pas encore son indépendance.
- La Chine a signé un accord de coopération économique et technique avec la Guinée en 1960, un an après l’indépendance de cette dernière. Elle a ensuite accordé un prêt de 20 millions de dollars EU sans intérêts au Ghana, le premier pays d’Afrique à instaurer des relations diplomatiques avec elle. Elle a aussi reconnu le Mali au moment de son indépendance et y a envoyé une mission commerciale l’année suivante (Renard, 2011, 25-26).
- La Chine a notamment accordé un prêt sans intérêts de 400 millions de dollars sur 1970-1975. C’était une somme importante pour la Chine, qui était alors plus pauvre que la plupart des pays africains dans les années 1970. pour la construction de l’emblématique ligne de chemin de fer reliant la Tanzanie à la Zambie (Tanzania-Zambia Railway) ou TANZAM, sur 1 860 kilomètres de rail, 18 tunnels, 47 ponts. Il a fallu le concours de 50 000 Chinois, dont 60 ont péri sur le chantier, achevé en 1976 (Bart, 2011, 193-208).
- La Chine a également financé plusieurs chantiers prestigieux, comme la construction de stades de football et de bâtiments publics (Schiere, 2011, 1).
- Les échanges commerciaux entre la Chine et l’Afrique, qui étaient minimes jusqu’en 1954, ont fait un bond spectaculaire. Ils ont ensuite progressé régulièrement, mais sans hausse significative jusqu’en 1974, avant l’ouverture de la Chine. La libéralisation progressive de l’économie chinoise à compter de 1978 s’est accompagnée d’un essor du commerce avec l’Afrique. Néanmoins, l’Afrique demeure un partenaire commercial marginal pour la Chine par rapport aux autres régions (Renard, 2011, 25-27).
- Dans les années 1970, le Japon était le principal fournisseur asiatique de l’Afrique (notamment les pays sub-saharienne (qui absorbait alors entre 7 et 8 % des exportations japonaises. Les produits coréens se sont ensuite substitués aux produits japonais et depuis 1995, les produits chinois font leur apparition (Chaponnière, 2006, 149-162). Pendant les années 1980, les relations entre la Chine et l’Afrique sont passées du soutien politique et financier à une coopération économique pragmatique, visant « la réalisation de bénéfices mutuels ». En 1989, on comptait seulement trente-trois projets « sino-africains » conjoints en Afrique pour une valeur totale de 1,7 milliard de dollars. Et le nombre de projets financés par les Chinois est resté relativement faible durant les années 1990 – il s’élevait à cinquante par an seulement pour tout le continent à la fin de la décennie (Baah et al. 2011, 63-84).
- Durant les années 1990, le commerce sino-africain est demeuré insignifiant par rapport aux échanges entre la Chine et les pays industrialisés. En 1994 par exemple, le volume de ce commerce était évalué à 3 milliards de dollars. Mais, à l’instar des flux d’investissement, la croissance des échanges commerciaux s’est brutalement accélérée depuis le tournant du millénaire. Sa valeur a quintuplé en seulement cinq ans, bondissant de 10,8 milliards de dollars en 2001 à presque 40 milliards en 2005 (Zhibiao, 2007), puis à 50 milliards en 2006 (Naidu, 2007). Les parts de marché de la Chine en Afrique sont passées de plus ou moins 3 % dans les années 1990 à 11 % en 2007. La Chine est devenue le deuxième partenaire commercial de l’Afrique, après l’Union européenne, les transactions sino-africaines étant désormais évaluées en 2008 à 106,8 milliards de dollars, dépassant de peu celles avec les États-Unis (104,9 milliards de dollars) (Baah et al. 2011, 63-84).
- Les échanges commerciaux entre la Chine et l’Afrique selon (Bangui, 2009, 56) : ont passé de 12 millions de dollars US en 1950, à 817 millions de dollars US en 1979, à plus de 10 milliards de dollars US en 2000. Ce que veut dire qu’elles sont multipliées par 833 fois entre 1950 et 2000.

- La Chine a contribué à hauteur de 0,7% des IDE en Afrique entre 1979 et 2002, ce qui représente près de 10% des IDE chinois de par le monde. Ces investissements bénéficieront à six pays africains dont deux de l'Afrique de l'Ouest, le Nigeria et le Mali, le reste étant les pays de l'Afrique Australe.
- Les statistiques de l'UNCTAD (2003), montrent que pendant la période (1979-2002) le flux cumulé des IDE chinois à destination de l'Afrique était de 818 millions de dollars US (avec 585 projets), ce qui représentait 8.7% des IDE chinois sortant dans le monde (Voir tableau 1).
- En ce qui concerne, l'aide Publique au développement (APD), La Chine ne fournit aucune statistique sur son aide et se limite à publier des communiqués de presse à la suite de visites ministérielles ou de conférences, les rares travaux sur la question se sont attachés à évaluer le montant de l'aide à 4,9 milliards de dollars l'aide chinoise à l'Afrique entre 1957 à 1989. Ce montant représenterait la moitié de l'aide chinoise et une faible proportion de l'aide de l'OCDE à l'Afrique (chaponnière, 2008, 1-28).

**Tableau 3 : Destination des flux d'investissements directs approuvés par la Chine (1979-2002)**

| Région           | Nombres de projets | Valeur cumulée (1979-2002) en millions de dollar | Proportion (%) |
|------------------|--------------------|--|----------------|
| Asie             | 3672               | 5482   | 58,7%          |
| Amérique du Nord | 847                | 1270   | 13,6%          |
| Afrique          | 585                | 818  | 8,8%           |
| Amérique Latine  | 362                | 658  | 7,0%           |
| Europe           | 1194               | 561  | 6,0%           |
| Océanie          | 300                | 550  | 5,9%           |
| <b>Monde</b>     | <b>6960</b>        | <b>9339</b>                                      | <b>100%</b>    |

**Source:** UNCTAD (2003): « China: an emerging FDI outward investor. E-brief, 4 December 2003, 10.

## II. la montée du phénomène Chinafrique

### II.1. Le phénomène Chinafrique

En 1965, John Colley a déjà écrit « La Chine s'est installée en Afrique et compte bien y rester...Du Caire à Cape Town, des îles de l'Océan indien au golfe de Guinée, traversant les savanes et les montagnes, un vent nouveau venu d'Orient souffle sur l'Afrique. » dans son ouvrage (East Wind over Africa: Red China's African Offensive).

Le terme « Chinafrique » a été construit par analogie à celui devenu péjoratif de « Françafrique ». La « Françafrique », est un terme inventé en 1955 par l'ancien président ivoirien Felix Houphouët-Boigny, pour désigner les bonnes relations tant politiques qu'économiques entre la France et le continent noir depuis l'ère des décolonisations. Mais repris par Verschave François-Xavier en 1988, il désigne à ce jour, la gestion occulte et parallèle des relations franco-africaines (Yorbana, 2014, 34). Et comme le dit (Gilles Klein, 2012) L'heure de la Françafrique est sans doute terminée, Voici l'heure de la Chinafrique sous le nez des Européens et des Américains. Avec cette percée réelle de la Chine dans la coopération commerciale avec l'Afrique qui a conduit la naissance du néologisme de « Chinafrique ». La « Chinafrique » désigne la nouvelle présence de la Chine en Afrique. (Yorbana, 2014, 34).

La littérature sur la Chinafrique est devenue pléthorique depuis quelques années, on le trouve le plus souvent dans les articles de presse ou titre d'ouvrages ou de revues et même des sites d'internet. Il est passé dans le langage courant des chercheurs, puisque il est devenu un sujet qui passionne les chercheurs à travers le monde. Cette passion des chercheurs auquel il fait allusion n'est en réalité pas un fait du hasard, car c'est un vrai débat idéologique et géopolitique qui se cache derrière, un débat entre ceux qui jugent la

présence chinoise en Afrique salutaire, et d'autre part, ceux qui la trouve plutôt dévastatrice selon (Mbenza, 2010, 142-150).

Le véritable essor du phénomène chinafrique commence en 2000 (10 au 12 octobre, lorsque la Chine accueille 44 pays africains, dans le premier FOCAC (Forum de Coopération entre l'Afrique et la Chine) qui nous rappelle des sommets France Afrique, il est une réussite et impose de répercussions sur l'ensemble de la scène internationale.

A la faveur donc d'une nouvelle ère des relations internationales caractérisées par la mondialisation des économies et le bouleversement conséquent du monde à la fin du 20<sup>e</sup> siècle, la Chine fait son grand bond vers l'Afrique. Le nouveau type de rapport qu'elle veut avoir avec ce continent ressort clairement d'un discours de bienvenue du président Hu Jintao à l'ouverture du sommet Chine-Afrique tenu à Beijing du 3 au 5 novembre 2006 : « *La Chine sera pour toujours, un ami, un partenaire et un frère de l'Afrique* » propos traduisant clairement le regain d'intérêt de l'Afrique pour la Chine et l'importance que revêt le continent noir dans la politique extérieure de l'empire du Milieu (Tedié, 2014, 14-15).

Dans cette communication on utilise Le terme **Chinafrique** pour désigner l'ampleur croissant des relations multilatérales politiques, diplomatiques, économiques et sociales entre la République populaire de Chine (RPC) et les États africains.

### **Les raisons économiques de la Chinafrique**

L'Afrique est devenue, au cours de la dernière décennie, une pierre angulaire de la politique chinoise d'ouverture et de Conquête du monde. Avec une population estimée à un peu plus d'un milliard d'habitants et une économie de près de deux mille milliards de dollars, l'Afrique s'ouvre de plus en plus à de nouveaux partenaires économiques et commerciaux et la Chine, en l'espace d'une décennie en est devenue le symbole (ENADA CACID, 2012).

Les raisons économiques pèsent lourdement dans la montée du phénomène Chinafrique, on peut citer :

La première raison économique de la Chinafrique est sans doute la demande chinoise croissante des matières énergétique, minérales et autres ressources naturelles. En dépit, de la croissance économique croissante de l'économie chinoise depuis le début des années 1980 consécutive à l'ouverture du pays après une période d'autarcie, la Chine se retrouve face à une demande accrue de matières premières énergétiques surtout que sa production intérieure est loin de couvrir ses besoins. En 1993, la Chine devient importatrice de pétrole. La Chine se doit donc de combler son déficit en ressources énergétiques si elle veut maintenir sa croissance économique extraordinaire et consolider sa position de puissance économique mondiale montante. Pour cela la Chine a trouvé dans le continent africain la source idéal pour préserver son approvisionnement de ces matières, surtout dans les pays où abondent ces ressources et qui sont jugés infréquentables par les pays occidentaux. Le Nigeria, le Soudan, l'Angola, la RDC, le Zimbabwe, l'Algérie etc.

La deuxième raison économique de la chinafrique est la recherche accrue des entreprises chinoises en Afrique de l'acquisition de parts de marchés, d'une part pour garantir leur croissance ou leur survie, d'autre part pour commercialiser leurs produits qui connaissent déjà une surproduction qui a atteint des niveaux alarmante avec l'adhésion de, la Chine en 2001 à l'OMC conduisant à des chutes annuelle des prix des produits chinois. Par exemple, Le secteur automobile connaît une surproduction d'environ 3 millions de véhicules en fin 2004 conduisant à une baisse des prix de 9% (HEC EURASIA INSTITUTE, 2006).

La troisième raison économique de la chinafrique, est la croissance économique rapide qui connaît l'Afrique, avec un potentiel de plus de 900 million d'habitants entraînant une augmentation du niveau de consommation devient une cible importante pour l'implantation des entreprises chinoises, notamment dans les marchés à fort potentiel dans les pays comme le Nigeria, l'Afrique du Sud, le Kenya, l'Égypte, l'Éthiopie, la Zambie...etc.

La quatrième raison set l'absence de rigueur dans l'application des normes et réglementations qui gouvernent l'activité économiques là où elles existent, la faiblesse relative du pouvoir d'achat des populations africaines avec les bas prix des produits et technologies chinois.

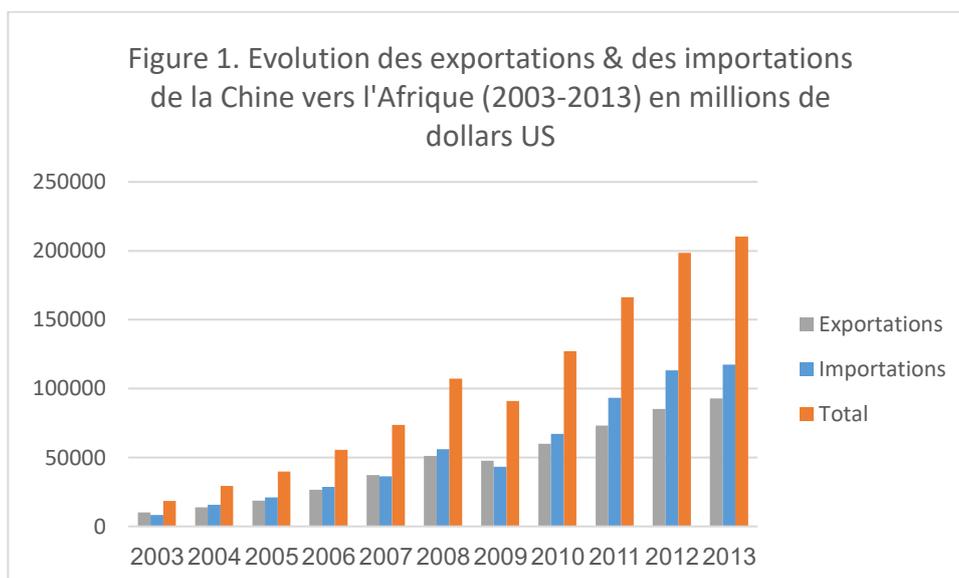
En outre des causes économiques de la chinafrique, on peut mentionner que sur le plan stratégique qui dirigent les entreprises chinoises vers l'Afrique dans leur processus d'internationalisation il existe de multiples causes, mais peuvent être regroupées en trois points à savoir l'exploitation des opportunités de marché, la réduction de la pression concurrentielle et la diminution des facteurs de risques pouvant entraver leur développement.

### II.3.les chiffres clés de la chinafrique

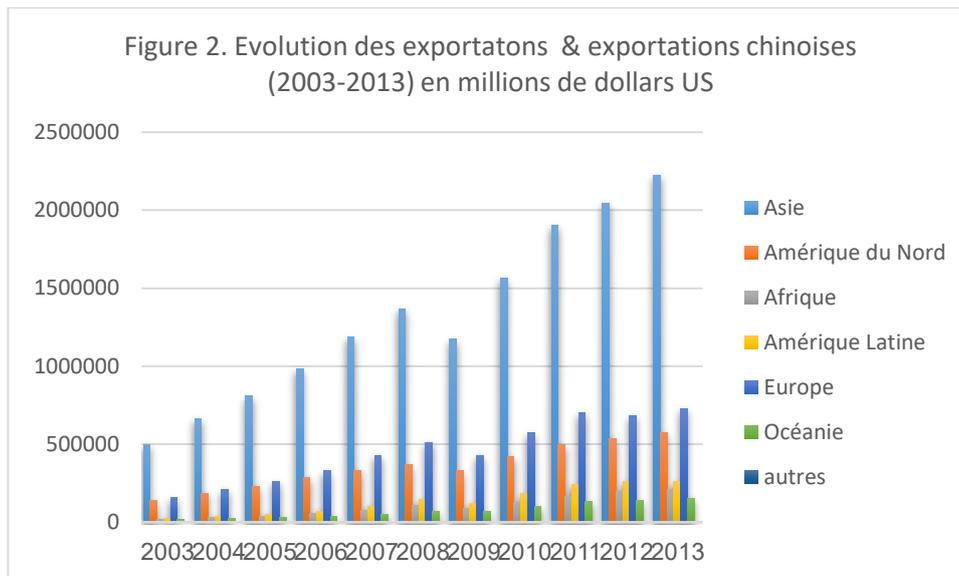
La valeur total (importation plus exportations) des échanges entre la Chine et l'Afrique a été multipliée par plus de onze de 2003 à 2013 (passant de 18.5 à 210.2 milliards de dollars US après un léger ralentissement en 2009 avec 91.1 milliards de dollars US) (Voir figure 1). La part de ce commerce sino-africain est passée, durant la même période de 2.2% à 5.1% dans les échanges commerciaux de la Chine avec les différentes régions de monde (Voir figure 1.). Néanmoins ce commerce reste très modeste est occupé la quatrième place à l'égard des échanges sino-asiatiques qui demeurent très loin avec une part de 53.8% en moyenne pendant la période (2003-2013) (Voir figure 2.).

En ce qui concerne le solde de la balance commerciale entre les deux parties il est de type Nord-Sud, malgré la répétitions sans cesse des dirigeants chinois que les échanges sino-africain relèvent du type Sud-Sud (Chaponnière, 2008, 1-28) .puisque elle est en faveur du continent africain durant la quasi-totalité des années de l'étude à l'exécution des années (2003, 2007 et 2009). (Voire la figure). Est cela s'explique par le fait de la nouvelle stratégie commerciale de Chine envers l'Afrique, qui concentre son attention sur la sécurisation de ses approvisionnements en matières énergétiques (pétrole) : de l'Angola (un déficit de 15.2 milliards de dollars US), et le Soudan un déficit de 2.3 milliards de dollars US). Et en minerais et matériaux : cuivre d'Afrique du Sud (un déficit de 7.5 milliards de dollars US), uranium de Centrafrique, ou encore bois du Gabon un déficit de 607 millions de dollars US). (China statistical yearbook (2003-2014)).

Les points marquants des échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique qui font parlés de la Chinafrique sont sans doute : la tendance croissante est sans précédente de la valeur totale des échanges entre 2003 et 2013. En plus de la dominance de la Chine en tant que premier partenaire commercial de l'Afrique, une position qu'elle tient depuis 2009 au détriment des partenaires historiques du continent africain les États-Unis et l'Europe. Et elle promet de doubler ses échanges commerciaux d'ici 2020 pour atteindre les 400 milliards de dollars US. (FOCAC, 2015)

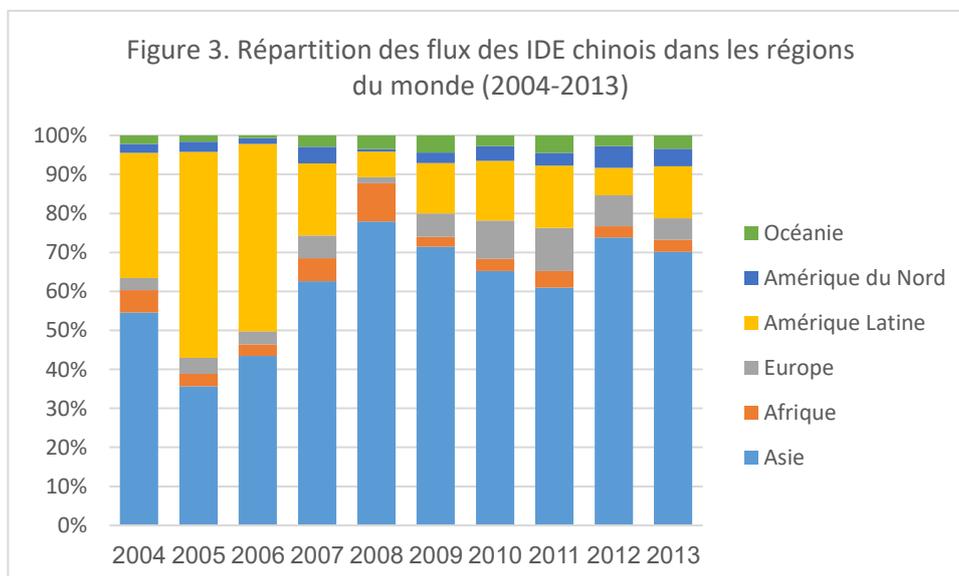


**Source : Calcul à partir des données des China statistical yearbook (2003-2014)**



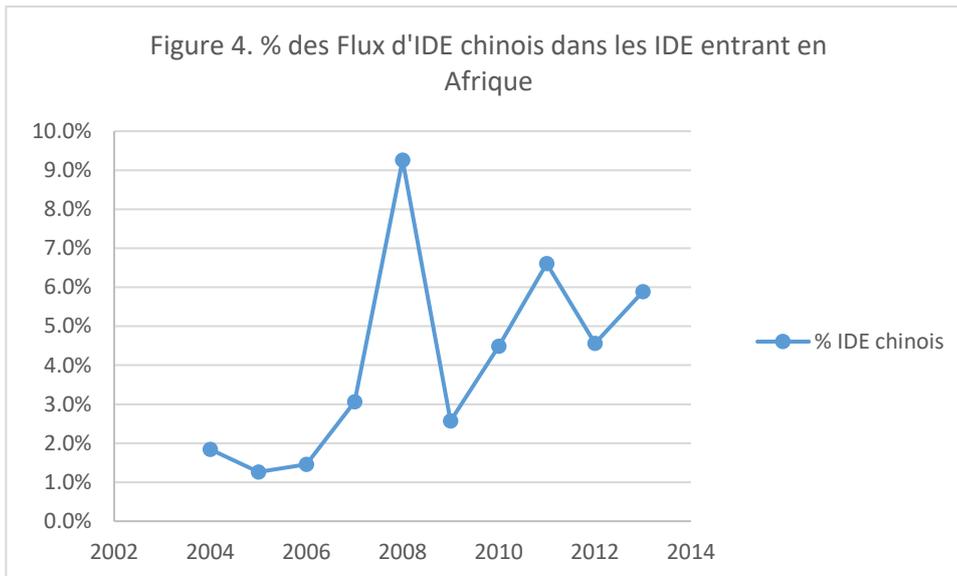
**Source : Calcul à partir des données des China statistical yearbook (2003-2014)**

En ce qui concerne la deuxième façade de la coopération économique entre l’Afrique et la Chine, l’investissement direct étranger (IDE). De sa part, le flux des IDE chinois pour l’Afrique il est passé de 317.43 millions de dollars en 2004 à 1574.31 millions de dollars US en 2007, puis à 2111.99 millions de dollars US en 2010, et enfin 3370.64 milliards de dollars US en 2013. Il est donc multiplié de plus dix entre 2004 et 2013, mais si on prend la part reçue par le continent africain par rapport aux autres régions de monde, on voit bien qu’elle est très modeste puisque elle pèse simplement en moyenne durant la période (2004-2013) que 4.1%, contre 67.5% pour l’Asie, et 14.7% pour l’Amérique latine, et 6.8% pour l’Europe. (Voir figure 3.)



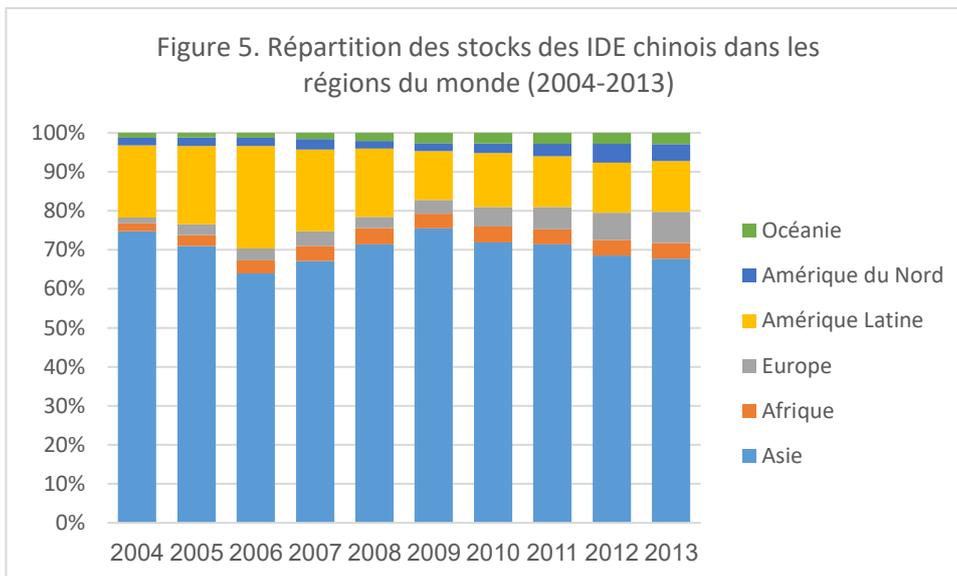
**Source : Calcul à partir des données des China statistical yearbook (2003-2014)**

Mais lorsque en prend en considération la part des flux d’IDE Chinois en Afrique par rapport aux autres Flux d’IDE entrant en Afrique, on voit la tendance croissante, passant de 1.8% en 2004 à 5.9% en 2013, avec un pic de 9.3% en 2008. (Voir figure 4.)



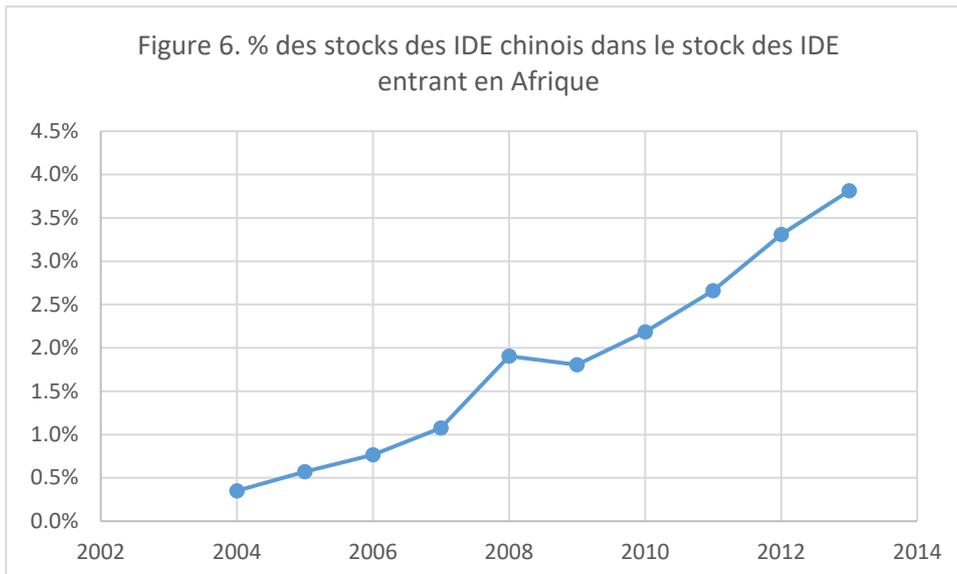
**Source :** Calcul à partir des données des China statistical yearbook (2003-2014)

Sur le plan de stock des IDE chinois accumulées en Afrique, il est passé de 899.5 millions de dollars US en 2004 à 1.3 milliards de dollars US en 2010, à 2.6 milliards de dollars US en 2013. Ce qui représente une augmentation de plus de vingt-neuf fois durant la période (2004-2013). Et toujours, on constate que le stock des IDE chinois sortant pour l'Afrique pèse très faible par rapport aux autres régions du monde, bien qu'il soit passé de 2% à 4% de 2004 à 2013. Contre par exemple 74.8% (en 2004) et 68.5% (en 2013) pour l'Asie (Voir figure 5.)



**Source :** Calcul à partir des données des China statistical yearbook (2003-2014)

Mais lorsque en prend en considération la part des stocks des IDE Chinois en Afrique par rapport aux autres stocks des IDE accumulés en Afrique, on voit la tendance croissante, allant de 0.4 % en 2004 à 3.8% en 2013. (Voir figure 6.)



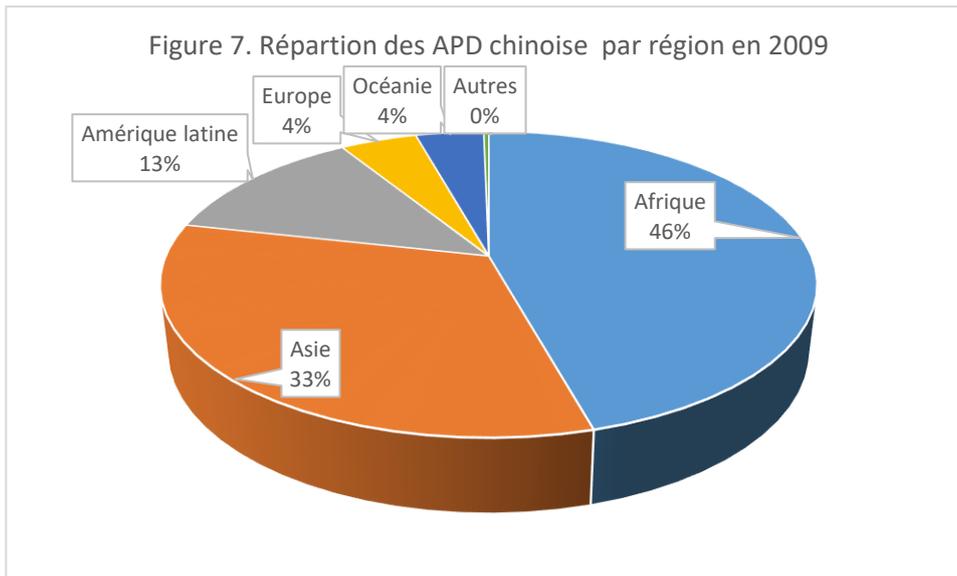
Source : Calcul à partir des données des China statistical yearbook (2003-2014)

En conclusion, les pays africains ont toujours besoin d'importants moyens financiers pour investir dans leurs programmes de développement et relancer leurs économies sérieusement mises en lambeau par des décennies de programmes d'ajustement structurels imposés par la BM et le FMI. Dans ces conditions, les investissements chinois en Afrique ne peuvent qu'être bien accueillis en ceci d'une part, qu'ils permettent d'insuffler un nouveau dynamisme à l'industrie africaine et d'autre part, qu'ils constituent, sinon une alternative, du moins un complément de l'aide occidentale.

En l'absence de statistiques officielles avant 2010, les seules données aisément disponibles sur les APD chinoises pour l'Afrique proviennent des déclarations à la presse qui clôturent les visites officielles ou les sommets. Les spécialistes dans le domaine tels que : Chaponnière, Pozzar ...etc., se contentent de nous donner les évaluations de rares études, parmi lesquelles (Chaponnière, 2008) nous cite : « D'après Braütigam [2006], l'aide bilatérale destinée à des projets aurait été de 1,6 milliard de dollars entre 2000 et 2006, un montant qui comprend les prêts/dons et l'assistance technique et médicale, valorisée à 1 milliard de dollars. Viennent ensuite les prêts concessionnels, qui porteraient sur 1,5 milliard de dollars, et les annulations de dette. Kurlantzick [2007], qui a travaillé à partir de données africaines, évalue à 2,4 milliards de dollars l'aide chinoise à l'Afrique en 2004 et estime qu'une partie importante de cette APD correspond à la définition du CAD. Travaillant à partir des données budgétaires du gouvernement central, Qi Guoqiang [2007], associé au Mofcom, estime que l'aide à l'Afrique est passée de 300 millions de dollars par an en 1998 à près de 1 milliard en 2007. Cette estimation ne couvre ni l'activité des provinces, ni les subventions accordées à l'Exim Bank pour ses crédits concessionnels. Jian-Ye Wang [2007], dans un document de travail du Fonds monétaire international (FMI), estime que l'aide chinoise à l'Afrique est plus élevée que la plupart des estimations précédentes. Cette évaluation paraît la plus crédible (cf. *infra*). L'aide chinoise pourrait représenter 10 % de l'aide totale à l'Afrique, si l'on ne tient pas compte des annulations de dette qui représentent la moitié de l'aide européenne »

Il note également que les pays les plus aidés sont en majorité des pays producteurs de pétrole ou de matières premières. (Chaponnière J.-R. (2008), « L'aide chinoise à l'Afrique : origines, modalités et enjeux », L'Économie Politique, n°38)

Après 2010, le livre blanc sur l'APD chinoise publié en 2011 montre que l'Afrique en 2009 était le premier bénéficiaire (45.7%), suivie de l'Asie (32.8%), l'Amérique Latine (12.7%), l'Europe de l'Est (4.5%), l'Océanie (4%) et les autres (0.3%). Le montant annuel de l'aide chinoise à l'Afrique pourrait être de un à deux milliards de dollars, loin encore des aides des USA (7.2 milliards de dollars), des aides de la France (3.4 milliard de dollars) en 2008 (Dzaka- Kikouta, et al. 2014, 193-211) (Voir figure 7.)



Source : Calcul à partir des données de (Dzaka- Kikouta, et al. 2014, 193-211)

Sur le plan de l'aide au développement, l'aide chinoise pour l'Afrique en 2011 a augmenté de 60% par rapport à celle de 2009. D'après une récente étude publiée lundi 29 avril 2013 par le Center for Global Development, un think tank américain, la Chine a investi plus de 75 milliards de dollars en Afrique entre 2000 et 2011. Un montant qui contraste avec les 1,1 milliard de dollars déboursés chaque année par l'Empire du milieu en Afrique et officiellement considérés comme de l'aide au développement. C'est presque autant que l'aide bilatérale américaine, évaluée à quelque 90 milliards de dollars sur la même période. Ces aides ont touché un grand nombre de projets concernant le bien-être des africains, surtout dans les secteurs vitaux, comme l'éducation, l'eau, l'énergie, et la nourriture. Par exemple, en Côte d'Ivoire, la Chine a investi 100 millions de dollars pour l'autoroute Grand Bassam. En RD Congo, elle a dépensé 367 millions de dollars pour le barrage hydroélectrique de Zongo II et 321 millions pour le déploiement de la fibre optique dans l'est du pays. Au Sénégal, elle a fourni 143 millions pour la mise en place d'un réseau d'e-gouvernement. La mise en place d'un réseau d'e-gouvernement. En Afrique du Nord, elle a participé à la construction d'un opéra de 1 400 sièges d'un coût de 41 millions de dollars en Algérie. Par ailleurs, la Chine a aussi envoyé des milliers de médecins et d'instituteurs travaillés en Afrique. Le Nigeria a été le principal bénéficiaire de l'argent chinois, suivi du Zimbabwe et de l'Afrique du Sud, même si Pékin a soutenu de nombreux autres pays à l'exception des pays ayant reconnu Taïwan, sujet traditionnellement sensible pour la Chine, qui considère l'île comme partie intégrante de son territoire (Jeune Afrique, 2013).

### III. la particularité du cas Algérien

#### III.1. rappels historiques des relations sino-algériennes

Le partenariat Chine-Algérie trouve sa racine dans la glorieuse histoire de la Révolution. Depuis plus d'un demi-siècle, les Chinois et les Algériens s'accordent aide et soutien. Dans les années 1950, alors que les Algériens se livraient à une lutte acharnée pour leur indépendance vis-à-vis des colonisateurs français, la nouvelle Chine, qui venait de voir le jour, n'a pas tardé à témoigner de sa solidarité envers l'Algérie, en lui fournissant des armes, munitions et autre matériel. Le 22 septembre 1958, soit trois jours après la création du gouvernement provisoire algérien, la Chine a également été le premier pays non arabe à reconnaître officiellement le gouvernement provisoire d'Algérie avant même d'établir des relations diplomatiques avec le régime temporaire trois mois plus tard. En signe de soutien à la lutte du peuple algérien contre le colonialisme et pour l'indépendance nationale. Après l'indépendance en 1962, Zhou Enlai, le Premier ministre chinois d'alors, s'était rendu en visite en Algérie à deux reprises, soit en 1963 et en 1965, suite à quoi un boulevard de la capitale d'Alger a été rebaptisé "Avenue de Pékin". (Huang Jian, Huang Ling, 2014) & (Lafargue, 2006).

En contrepartie, la Chine n'aurait pas pu reprendre son siège à l'ONU sans le soutien des pays africains, en particulier celui de l'Algérie, qui a joué un rôle crucial en lançant en 1965, avec d'autres pays amis, une proposition réclamant le retour de la Chine au Conseil de sécurité. Cette proposition était à l'origine de la résolution 2758, adoptée le 25 octobre 1971 par l'Assemblée générale de l'ONU avec l'approbation de 29 pays. Ainsi, la Chine est rentrée dans le giron de l'ONU après 26 ans d'isolement. Ces histoires restent, jusqu'à aujourd'hui, gravées dans la mémoire de bon nombre d'Algériens, qu'ils soient fonctionnaires d'Etat ou habitants ordinaires. Grâce à ce legs historique, les deux peuples sont liés par une amitié qui résiste à toutes les épreuves, et les rapports de coopération amicale bilatérale se développent dans les domaines politique, économique, militaire et sanitaire (Huang Jian, Huang Ling, 2014).

### **III.2. Aperçu sur les relations économique sino-algérien depuis l'an 2000**

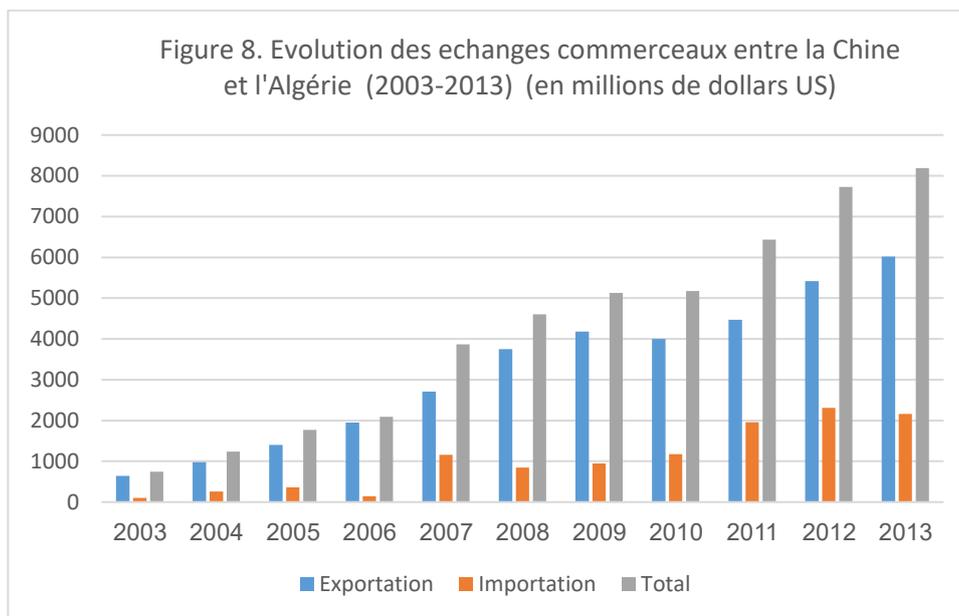
Depuis quelques années, la République populaire de Chine manifeste un intérêt plus marqué pour l'Afrique, et pour l'Algérie comme en témoigne en 2000, la participation du président algérien Bouteflika à la cérémonie d'ouverture de la 1ère Conférence ministérielle du Forum sur la Coopération sino-africaine tenue en 2000 à Beijing et effectuer une visite en Chine. Ainsi, le président de l'Assemblée populaire nationale Li Peng et le premier ministre chinois Zhu Rongji ont respectivement visité l'Algérie en 2001 et en 2002. En février 2004, le président chinois Hu Jintao s'est rendu en visite en Algérie au cours de laquelle les deux pays ont établi les relations de coopération stratégique bilatérale en 2005 (Lafargue, 2006).

Selon une récente étude algérienne réalisé par la direction générale des relations économique et de coopération internationales, publiée le 08 mai 2014 (DGRECI – DPSEE, 2014, 6-24) :

- La Chine est le premier partenaire asiatique de l'Algérie en 2013, compte tenu de la position qu'elle occupe en tant que premier client et fournisseur asiatique avec un volume de 9 milliard de dollars US, dont 2.179 milliards de dollars US d'exportations et 6.821 milliards de dollars US d'importations, dégageant ainsi un solde négatif d'un montant 4,642 milliards de dollars US (ou solde positif en faveur de la Chine). Ainsi, la Chine est le partenaire avec lequel l'Algérie accuse le plus important déficit commercial.
- L'Algérie exporte vers la Chine, essentiellement, de la catégorie «énergie et lubrifiants» à hauteur de 99,8% pour un montant de 2.174 milliards de dollars US, notamment des huiles brutes de pétrole (1.476 milliard de dollars US soit 67%), d'autres produits pétroliers (586 millions de dollars US soit 27%), du gaz naturel liquéfié (67 millions de dollars US soit 3%) et du propane liquéfié (43 millions de dollars US soit 2%).
- L'Algérie exporte, également, vers ce pays d'autres produits hors hydrocarbures comme des peaux et cuir (1 millions de dollars US soit 0,06%) et du liège (1 millions de dollars US soit 0,05%).
- En ce qui concerne les importations, il est à relever que volume atteint des importations en provenance de ce pays fait de la Chine le premier fournisseur mondial de l'Algérie. L'Algérie importe, principalement, de Chine des biens d'équipements industriels et des biens de grande consommation, mais aussi de plus en plus de produits de haute technologie.
- Ainsi, ces importations sont, essentiellement, des véhicules automobiles pour le transport de marchandises (531 millions de dollars US soit 7,8%). Des collections destinées aux industries de montage d'appareil pour le conditionnement de l'air (251 millions de dollars US soit 3,7%). Des voitures de tourisme (247 millions de dollars US soit 3,6%). Des machines automatiques de traitements de l'information numérique (240 millions de dollars US soit 3,5%). Des pneumatiques neufs (188 millions de dollars US soit 2,7%). Des collections destinées aux industries de montage de récepteurs de télévision (183 millions de dollars US soit 2,7%) et des téléphones pour réseaux cellulaires (126 millions de dollars US soit 1,86%), ainsi que des véhicules automobiles pour le transport de personnes, des machines de sondage, des chargeuses et chargeuses-pelleteuses, des tracteurs routiers pour semi-remorques et des tissus.
- D'une façon globale, en 2013, la Chine est le quatrième partenaire de l'Algérie dans le monde, avec une part de 7.45%, après l'Espagne (15.412 milliards de dollars US soit une part de 12.76%), puis l'Italie (14.654 milliard de dollars US soit une part de 12.13%), enfin la France (12.993 milliards de dollars US soit une part de 10.76%). En ce qui concerne les importations la Chine est le premier

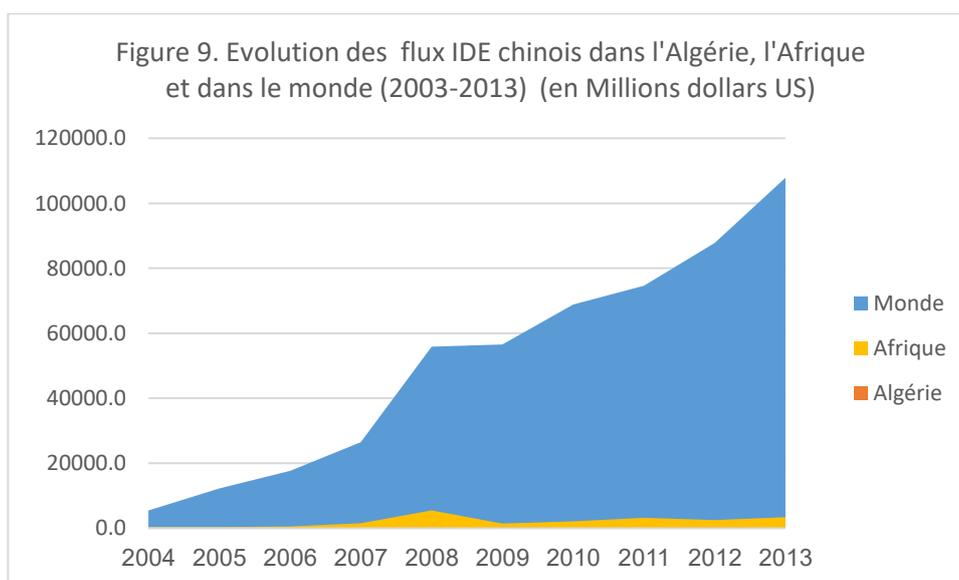
fournisseur mondial de l'Algérie, par contre elle est classée en dixième position des clients de l'Algérie.

L'évolution des échanges commerciaux entre la Chine et l'Algérie durant la période (2003-2013) selon les statistiques chinoises, nous montre que le volume globale de ces échanges c'est multiplié par onze dans une tendance nettement croissante entre 2003 et 2013, avec un solde positif en faveur de la Chine le long de la période (Voir figure 8.). Ainsi les échanges commerciaux entre la Chine et l'Algérie représentent en moyenne de 4.2% des échanges sino-africain.

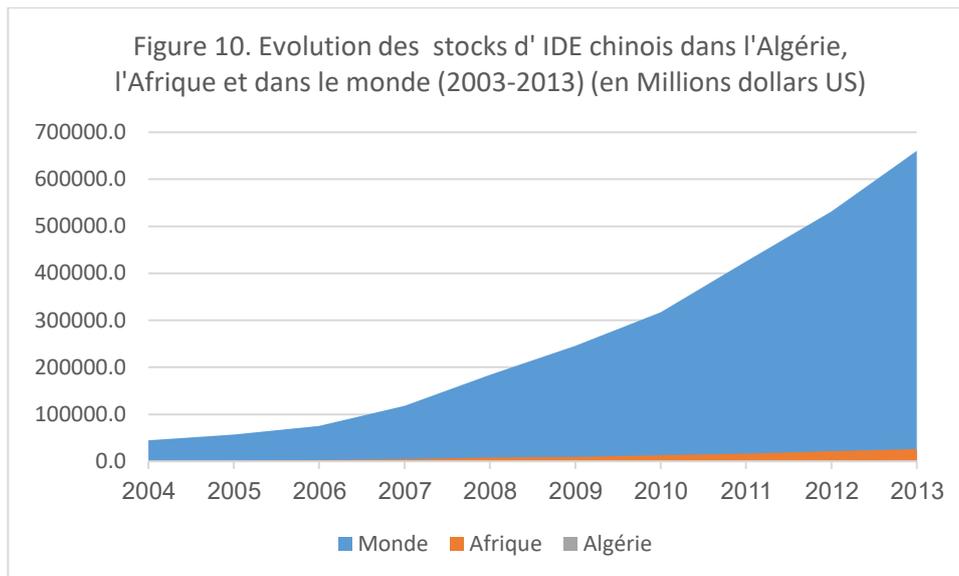


Source : Calcul à partir des données des China statistical yearbook (2003-2014)

Pour ce qui est du volet des IDE chinois en Algérie, on voit bien que le flux de ces derniers malgré qu'il s'est multiplié par 12 durant la période (2004-2013) en passant de 11.2 milliards de dollars US (en 2004) à 191.3 milliards de dollars US (en 2013) il reste très modeste puisque il ne représente en moyenne que 0.3% des IDE chinois dans le monde, et 6.5% des IDE chinois en Afrique (Voire figure). Est c'est presque idem pour le stock des IDE chinois en Algérie (voir figure 9. & 10.).



Source : Calcul à partir des données des China statistical yearbook (2003-2014)



Source : Calcul à partir des données des China statistical yearbook (2003-2014)

En une décennie donc, la Chine est ainsi devenue un partenaire de première importance pour l'Algérie (comme pour l'Afrique, et elle tire pleinement des opportunités certaines de ces trois aspects de sa politique extérieure, à savoir :

- La sécurisation durable de l'accès aux matières premières nécessaires à la croissance chinoise ;
- Des essais pour étendre à des produits à plus forte valeur ajoutée la politique de « Dépasser les frontières », dévolue par le gouvernement chinois à des multinationales naissantes ;
- Des appuis diplomatiques au sein des instances internationales contribuant à asseoir le rang international de Pékin.

### **Les particularités du cas Algérien dans le Chinafrique**

La présence chinoise en Algérie est marquée par le phénomène Chinafrique, puisque durant la période de notre étude (2003-2013), on constate bien la tendance croissante dans tous les aspects étudiés (volume des échanges commerciaux, évolution des importations ou des exportations entre les deux parties, le flux ou le stock des IDE chinois en Algérie).

La pénétration chinoise en Afrique a fait l'objet de multiples publications scientifiques (Alden, 2007 ; Alden, Larage et Soares de Oliveira, 2008) qui mettent en évidence trois objectifs : l'approvisionnement en matières premières, la recherche du soutien politique des pays africains dans les instances internationales et l'accès aux marchés africains comme nouveaux débouchés pour la production chinoise. Selon F. Lafargue (2007), l'Algérie aurait une place particulière dans cette stratégie (Souiah, 2011, 138-143). Il nous apparaît que, comparées aux autres relations sino-africaines, les relations économiques entre l'Algérie et la Chine ont certaines particularités spécifiques. Parmi lesquelles on cite :

- Selon (Fachqoul et Pairault, 2014, 62-83), l'Algérie est le dix-neuvième fournisseur de pétrole brut à la Chine en 2012, avec une part de marché de 0.9%, très loin de l'Angola deuxième fournisseur avec une part de 12.7%, et de la Libye en douzième position avec une part de 2.4%, et le Congo quinzième position avec une part de 1.6%. Sachant que bien que l'Algérie exporte vers la Chine, essentiellement, de la catégorie « énergie et lubrifiants » à hauteur de 99,8% pour un montant de 2.174 milliards de dollars US en 2013 à titre d'exemple, en réalité la Chine ne pèse que 4% par

rapport avec les autres clients du pétrole algérien. Ce constat nous pousse de dire que l'Algérie est loin d'être dominé par la Chine dans le secteur des hydrocarbures.

- L'Algérie ne cherche pas à obtenir d'accord global incluant prêts, aides et services en échange d'un accès aux ressources stratégiques du pays (Talhite, 2014, 9-30).
- Vue la position géostratégique de l'Algérie Le rehaussement du partenariat sino-algérien marque un nouveau départ pour le développement des relations bilatérales, qui revêt un caractère de complémentarité, de continuité et d'exemplarité (Huang Jian, Huang Ling, 2014).
- L'Algérie est un pays riche dans le continent africain, elle n'a pas de besoins présents de financement de la part de la Chine comme la plupart des pays africains. Mais elle cherche plus l'assistance technique et le transfert de technologie en vue de favoriser son développement et la diversification de son économie.
- Depuis le début des années 2000, les entreprises de BTP chinoises ont raflé une partie importante des marchés de travaux publics et privés algériens. Du côté public, on peut citer, à titre d'exemple, la réalisation de deux des tronçons de la liaison autoroutière Est-Ouest, l'agrandissement de l'aéroport d'Alger ou encore la construction de l'hôpital universitaire d'Oran. Du côté privé, ce sont des entreprises chinoises qui ont été choisies pour la réalisation des hôtels Sheraton d'Oran et d'Alger et de centaines de milliers de logements. Les facteurs qui expliquent la dominance des entreprises chinoises dans les contrats de travaux publics, sont très divers. Bien qu'ils s'inscrivent dans le cadre de programme de relance économique. Et comme la priorité reste de faire face à la crise du logement et au déficit d'infrastructures dans les plus brefs délais. Or, les entreprises de BTP algériennes qui sont principalement des petites et moyennes entreprises ne peuvent pas concurrencer les entreprises étrangères et notamment les consortiums publics chinois. (Souiah, 2011, 138-143).
- L'Algérie attire de plus en plus les investisseurs chinois. Selon une enquête de la fondation Heritage, un think tank américain, elle est même devenue leur deuxième destination préférée sur le continent africain, et tous les secteurs algériens sont une mine d'or pour les chinois (Ould Kheteb D., 2013).

## Conclusion

L'Afrique, avec ses ressources naturelles et ses matières premières est le catalyseur du fonctionnement de l'économie mondiale, la Chine l'a déjà compris et a pris le devant de la Conquête de ce gigantesque marché avec plus d'un milliard de consommateurs, pendant que les multinationales occidentales se délocalisent pour la Chine, la Chine les abandonne chez-elle pour se délocaliser dans ce berceau qui reste encore vierge afin de transformer ces ressources sur place jusqu'au produits finis.

La coopération économique sino-africaine a pris une ampleur croissante ces dernières années. Car les échanges commerciaux entre les deux parties (la Chine et l'Afrique) ont passé de 10 milliards de dollars en 2000, à 210,2 milliards de dollars en 2013, contre seulement 250 millions de dollars en 1965.

En ce qui concerne la deuxième façade de cette coopération économique entre l'Afrique et la Chine, l'investissement direct étranger, de sa part il est passé de 317,43 millions de dollars en 2004 à 1574,31 millions de dollars en 2007, puis à 2111,99 millions de dollars en 2010.

Sur le plan de l'aide au développement, l'aide chinoise pour l'Afrique en 2011 a augmenté de 60% par rapport à celle de 2009. Ces aides ont touché un grand nombre de projets concernant le bien-être des africains, surtout dans les secteurs vitaux, comme l'éducation, l'eau, l'énergie, et la nourriture.

A partir de ces trois indicateurs d'analyse, on voit bien que la Chine est devenue le premier partenaire économique de l'Afrique, une position qu'elle tient depuis 2009 au détriment des Etats-Unis et de l'Europe. Ce qui explique l'émergence du phénomène « chinafrique ».

L'Algérie est un exemple réel de l'expansion de la « chinafrique » économique, avec certaines particularités spécifiques, du fait que l'Algérie ne manque pas de liquidité contrairement à d'autres états africains, comme le Soudan par exemple, et elle ne procède pas un échange de ses ressources (naturelles) contre la construction d'infrastructure,

Vue la position géostratégique de l'Algérie Le rehaussement du partenariat sino-algérien marque un nouveau départ pour le développement des relations bilatérales, qui revêt un caractère de complémentarité, de continuité et d'exemplarité, et le donne à l'Algérie l'opportunité de réaliser ces projets de relance économique dans les délais prévus, ainsi que pour le divertissement de son économie et le transfert de savoir et de technologie.

En une décennie donc, la Chine est ainsi devenue un partenaire de première importance pour l'Algérie (comme pour l'Afrique, et elle tire pleinement d'opportunités certaines de ces trois aspects de sa politique extérieure, à savoir :

- La sécurisation durable de l'accès aux matières premières nécessaires à la croissance chinoise ;
- Des essais pour étendre à des produits à plus forte valeur ajoutée la politique de « Dépasser les frontières », dévolue par le gouvernement chinois à des multinationales naissantes ;
- Des appuis diplomatiques au sein des instances internationales contribuant à asseoir le rang international de Pékin.

## Bibliographie

- 1- Anshan & Li (2007), China and Africa: Policy and challenges, in China Security, vol. 3 n°. 3, 69-83.
- 2- Baah Y. & al. (2011), Investissements chinois en Afrique : conditions de travail et relations professionnelles, in alternatives sud, vol. 18-2011, 63-84.
- 3- Bangui T. (2009) : La Chine, un nouveau partenaire de développement de l'Afrique. Coll. Etudes Africaines, l'Harmattan, 56.
- 4- Bart F (2011), Chine et Afrique, une longue histoire, une nouvelle donne géographique », in une longue histoire, une nouvelle donne géographique », Les Cahiers d'Outre-Mer, n° 253-254, 193-208, | Janvier-Juin 2011, mis en ligne le 01 janvier 2014, URL : <http://com.revues.org/index6243.html> ; DOI : 10.4000/com.6243, Lu le 08 février 2012.
- 5- Chaponnière, J-R. (2006), Les échanges entre la Chine et l'Afrique Situation actuelle : perspectives et sources pour l'analyse, in STATECO N° 100, 2006, pp. 149-162.
- 6- Chaponnière J-R. (2008), L'aide chinoise à l'Afrique : origines, modalités et enjeux », *L'Économie politique* 2/ 2008 (n°38), 1-28  
URL : [www.cairn.info/revue-l-economie-politique-2008-2-page-7.htm](http://www.cairn.info/revue-l-economie-politique-2008-2-page-7.htm), Lu le 20 octobre 2014.
- 7- China Statistical yearbook (2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014), <http://www.stats.gov.cn/english/Statisticaldata/AnnualData/>, Lu le 25 Ferrier 2015.
- 8- DGRECI – DPSEE, 2014, Note sur les échanges extérieurs de l'Algérie en 2013 : Par région et par partenaire Analyse comparative sur la période 2010 – 2013, DIRECTION GENERALE DES RELATIONS ECONOMIQUES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALES, DIRECTION DE LA PROMOTION ET DU SOUTIEN AUX ECHANGES ECONOMIQUES, 08 mai 2014, 23-24.
- 9- Dzaka- Kikouta, et al. (2014), Aide chinoise et transfert de technologie en Afrique centrale et au Maghreb, in Pairault T. et Talahit F. (dir.), Chine-Afrique : une relation singulière en Afrique, Paris, Karthala, 193-211.
- 10- ENDA CACID (2012), La Chine et l'Afrique : Les faits et les chiffres : Évaluation des relations commerciales de l'investissement et de l'aide publique au développement, in Dir. DIEYE C. T. Dakar, Sénégal, Novembre 2012, 1-93.
- 11- Fachqoul K. et Pairault T. (2014), L'Algérie et la diplomatie pétrolière de la Chine, in Pairault T. et Talahit F. (dir.), Chine-Afrique : une relation singulière en Afrique, Paris, Karthala, 63-82
- 12- FOCAC (2015), Afrique : Pékin va doubler ses échanges commerciaux d'ici 2020, 2015/01/27, <http://www.focac.org/fra/zfgx/t1231776.htm>, Lu le 05 mars 2015.
- 13- HEC EURASIA INSTITUTE(2066), Pourquoi les entreprises chinoises s'expatrient, in Topic juin 2006.
- 14- Huang J. & Huang L. (2014), Qu'apportera le rehaussement du partenariat sino-algérien ?, in le Maghreb : le quotidien de l'économie, 02-03-2014, [http://www.lemaghrebz.com/?page=detail\\_actualite&rubrique=Nation&id=62234](http://www.lemaghrebz.com/?page=detail_actualite&rubrique=Nation&id=62234), Lu le 06 mars 2015.

- 15- Jeune Afrique (2013), l'aide chinoise aux développements décryptée, in JEUNE AFRIQUE, Mardi 30 Avril 2013. Site : <http://economie.jeuneafrique.com/regions/international-panafricain/16952-laide-chinoise-au-developpement-decryptee.html>, lu le 5 janvier 2015.
- 16- Klein G. (2012), La Chine investit en Afrique, 18 février 2012, <http://www.atlantico.fr/decryptage/chine-investissement-et-commerce-en-afrique-gilles-klein-291485.html>, lu le 5 novembre 2014.
- 17- Mbenza, 2010, les relations Chine-Afrique : quel futur ?, Dounia n°3 : La Chine en Afrique, Septembre 2010, pp 142-150.)
- 18- Nguyen E. (2009), Les relations Chine-Afrique, Paris, Studyrama, [http://www.cebri.org/midia/documentos/china\\_and\\_africa\\_policy\\_and\\_challenge.pdf](http://www.cebri.org/midia/documentos/china_and_africa_policy_and_challenge.pdf), lu 20 octobre 2014.
- 19- Ould Kheteb D. (2013), L'Algérie l'un des pays préférés des investisseurs chinois, in AF ALGERIE-FOCUS.COM, <http://www.algerie-focus.com/blog/2013/04/lalgerie-seduit-les-investisseurs-chinois/>, lu le 05 janvier 2015.
- 20- Renard M-F. (2011), L'impact du commerce et de l'IDE chinois en Afrique, 2011, in La Chine et l'Afrique : Un nouveau partenariat pour le développement ?, BAD, 2011, 25-26.
- 21- Schiere R. (2011), La Chine et l'Afrique : Un nouveau partenariat pour le développement?, BAD, 2011, 1.
- 22- Souiah F., L'Algérie made by China, in Méditerranée, 116 | 2011 : mis en ligne le 01 juin 2013, URL : <http://mediterranee.revues.org/5468>, lu le 02 janvier 2015.
- 23- Talahit F. (2014), Présences chinoises : des marchandises, des entreprises, des hommes, in Pairault T. et Talahit F. (dir.), Chine-Afrique : une relation singulière en Afrique , Paris, Karthala, 9-30.
- 24- Tedié J. (2014), Coopération Chine-Afrique : Impact sur les infrastructures du Cameroun, Préface de Laurent Zang, L'Harmattan ; Paris.
- 25- UNCTAD (2003), China: an emerging FDI outward investor. In E-brief, 4 December 2003, 10.
- 26- Yorbana S-G. (2014), Les investissements directs chinois en Afrique : La China National Petroleum Corporation International Chad (CNPCIC), L'Harmattan, Paris..
- 27- Lafargue F. (2005), La Chine, une puissance africaine, in *Perspectives chinoises*, 90 | juillet-août 2005, mis en ligne le 09 octobre 2006, <http://perspectiveschinoises.revues.org/900>, Lu le 06 mars 2015.